

Le piège de l'incarnation en politique

Les héritages culturels

Plusieurs pays européens ont conservé des monarques, mais se sont défaits de leur attachement au pouvoir monarchique.

En France, on s'est défait d'un monarque, mais on a conservé notre attachement au pouvoir monarchique.

Cette croyance en un «sauveur», une «personnalité charismatique» qui va nous apporter la solution à tous nos problèmes comme un messie offre un miracle impossible, bénéficie de plusieurs supports culturels historiques.

A l'extrême-droite, qui se caractérise par la valorisation de l'action sur la réflexion, le «culte du chef» est érigé en preuve de fidélité et de loyauté, au point de rejeter toute critique de ses décisions et de nier la possibilité même qu'il/elle commette ou ait commis quelque erreur que ce soit. Les grandes figures historiques du totalitarisme ont logiquement été qualifiées de «Duce» ou «Führer» et s'appuient sur une organisation militaire ou paramilitaire de la société. Leur combat contre les libertés s'appuie sur une révision de l'histoire, un détournement et un appauvrissement du langage parce qu'il sert de support à la réflexion critique et de véhicule de la pensée contestataire (cf «Lingua Tertii Imperii» - la langue du 3^e Reich – ou Roland Barthes «on tue le langage parce qu'il nous trahit»). Le double langage, le mensonge et la «langue de bois» sont les armes traditionnelles des discours d'extrême-droite, qui cherche à mobiliser une partie du peuple contre une autre partie stigmatisée comme cause unique de tous les problèmes (souvent les pauvres contre les miséreux), en épargnant les riches et puissants.

La droite dite «modérée», qui a en fait pour seul objectif la préservation d'un ordre économique qui reste favorable à l'accumulation des biens de ceux/celles qui servent/ont servi fidèlement ce modèle, met en avant la figure de l'entrepreneur, capitaine d'industrie, qui, soi-disant à lui seul, change la destinée d'une entreprise en la conduisant au succès sur le champ de bataille des marchés. Alimentée par notre système d'éducation élitiste, qui forme des personnalités aux grandes certitudes, notamment celle de leur supériorité intellectuelle sur tout autre collaborateur et même sur l'ensemble de leurs équipes, pourtant principaux acteurs de cette réussite, cette vénération se traduit par la distribution de revenus et de pouvoirs hors normes, pour les inféoder à la poussée incessante des actionnaires vers une exploitation de plus en plus débridée des travailleurs. Les représentants politiques de la droite sont censés copier ou promouvoir ce modèle.

La Gauche a toujours mis en exergue les tribuns ou les grands écrivains, ceux qui, par leur talent d'orateur ou leur puissance littéraire, ont su mobiliser l'élan populaire ou les votes parlementaires en faveur d'une «grande cause». La valeur et l'intérêt d'une proposition est souvent reconnue à l'aune du support que lui apportent des personnalités médiatiques ou «en vue». Le premier réflexe des auteurs d'une pétition est d'obtenir la signature de personnalités dont on croit que leur soutien va déclencher celui d'une large part de la population. Un mouvement qui n'a pas de leader visible est considéré comme

désorganisé et a priori inefficace et sans avenir, fût-il le fruit d'une dynamique collective importante, parce que personne ne le «canalise» pour lui donner un objectif tactique aboutissant à une mesure précise et concrète. Qu'une telle mobilisation soit le révélateur d'un malaise social ou politique profond n'est alors pas vraiment pris en compte et fera souvent l'objet, d'une manière ou d'une autre, d'une récupération politicienne ou d'un renvoi aux oubliettes de la démocratie (cf. Mai 68, les «Gilets jaunes», le «Grand Débat»).

L'extrême-gauche a hérité de la culture de «l'élite révolutionnaire guidant le peuple» issue du marxisme-léninisme (cela a conduit Marx à dire «je ne suis pas marxiste»), quitte, à un moment ou à un autre, à agir contre lui, parce qu'il «ne comprend pas son propre intérêt». Le «Petit Père des peuples» ou le «Grand Timonier» sont les figures de cet élitisme révolutionnaire qui finit par se préoccuper plus de la conservation de son pouvoir que de l'intérêt des peuples qu'il prétend servir, en s'affranchissant de toute limite dans les méthodes répressives, parce que ceux qui interrogent cela sont «contre-révolutionnaires». La «dictature du prolétariat» n'a jamais été autre chose qu'une dictature «au nom du prolétariat» qui s'est séparée des aspirations de ce dernier et de l'ensemble de la population pour assurer la puissance souvent paranoïaque de ses dirigeants, qui ont peur de leur peuple (et parfois avec raison, comme en Chine, où aucun régime ne résisterait à un soulèvement populaire). Certains personnages politiques actuels ont été nourris à cette culture révolutionnaire élitiste et ont du mal à s'en défaire dans l'action.

Le concept d'incarnation

L'idée qu'une personnalité puisse «incarner» une cause est issue de la fusion (la confusion) de ces diverses sources culturelles. L'admiration pour les qualités d'un.e dirigeant.e tourne souvent à «l'adulation du chef» et la personne qui en bénéficie s'en trouve souvent grisée au point de perdre toute conscience des réalités quotidiennes du peuple. Alors apparaissent les grands discours flamboyants censés galvaniser la nation, qui cachent la plupart du temps des promesses inconsidérées, mal étudiées, mal chiffrées et au final intenables, alimentant la défiance des citoyen.ne.s envers la politique, pourtant vitale pour eux.

La tentation autoritaire fondée sur l'idée que «j'ai raison, puisqu'une majorité me soutient» (ce qui n'est parfois même pas le cas) ou «parce que j'ai été élu.e» grandit toujours avec la durée d'exercice du pouvoir, justifiant puissamment la limitation des mandats successifs et totaux. Elle conduit à adopter un langage qui trompe la population, en masquant les vérités gênantes («économie de marché» pour habiller le «capitalisme» qui promeut la suprématie absolue du capital sur le travail) ou en pratiquant la «langue de bois». Elle conduit aussi à manipuler les chiffres pour faire apparaître un aspect positif en effaçant la réalité négative (le chômage a diminué parce qu'un certain nombre de chômeurs sont sortis de la statistique et du système d'indemnisation, alors que le taux d'emploi de la population en âge d'activité n'a pas progressé et que le taux de pauvreté global, et notamment des travailleurs précaires, a été augmenté par la généralisation des contrats à temps partiel et CDD peu valorisés, développés pour faire diminuer la statistique affichée).

Alors, à quoi sert «l'incarnation» d'un projet politique par une personnalité, si ce n'est à priver le grand nombre de la nécessaire implication dans le débat et l'action politique? Elle est le summum de la «représentativité séparée» qui permet aujourd'hui la dérive des

démocraties vers des régimes confisqués par les puissants et les riches, qui, en s'appuyant sur une médiatisation contrôlée par les défenseurs de leurs intérêts, imposent leur culture, leur doxa (conception idéologique dominante), leur urgence et leur pensée unique (ils prétendent à tout moment que c'est la «dernière chance» de faire ce qu'il faut bien faire, «puisque'il n'y a pas d'autre solution»). Elle est aussi de plus en plus autour de nous le support du développement des dictatures de tous bords qui privent les peuples de leur liberté d'expression, de leur liberté de conscience, et toujours de leur liberté de choix, que ce soit le choix de leur lieu, de leur mode ou de leur projet de vie.

Le mythe de l'incarnation n'est pas le support de projets de société, mais toujours de l'exercice d'un pouvoir de plus en plus absolu.

Et, malheureusement, nous avons aussi des exemples de personnalités à qui tout a été permis, dans une tolérance coupable et complice, parce qu'elles portaient le statut d'icône, depuis le monde du spectacle (Cf. P. Bruehl) jusqu'au monde de l'humanitaire (cf. L'abbé Pierre), en passant bien entendu par le milieu politique (nombreux exemples d'une domination masculiniste), qui n'accepterait jamais qu'on lui accorde moins qu'aux mieux lotis. Et tous ceux-là ont fini par desservir les causes dont ils étaient présentés comme les figures emblématiques.

L'incarnation démobilise

Le principal problème que pose cette théorie de la nécessité d'une «incarnation» personnalisée d'une cause collective est qu'elle conduit à faire porter la responsabilité de la mise en œuvre du projet, ainsi attaché à une personne, principalement sur cette personne (et son entourage immédiat éventuellement). Ce transfert est en fait démobilisateur puisqu'il conduit la masse de ceux qu'il concerne à se décharger de la nécessaire action continue du plus grand nombre en faveur du projet, pour attendre que «le porteur» en assure le succès. Or, l'Histoire a montré que les grands progrès sociaux ont été le résultat de démarches collectives puissantes, exercées dans la durée jusqu'à ce que les obstacles et les réactionnaires cèdent. Un objectif peut être partagé par un grand nombre sans que la méthode, le calendrier et les moyens pour l'atteindre ne fassent eux aussi l'unanimité. C'est alors que l'intelligence collective et les efforts cumulés deviennent indispensables pour construire le chemin vers le résultat attendu. Et il n'y a aucune chance pour qu'une seule personne, si brillante soit-elle, ou une équipe très réduite parvienne à élaborer une solution optimale, sans céder à la tentation de privilégier sa durée au pouvoir ni céder aux pressions extérieures d'intérêts particuliers contre l'intérêt collectif. C'est donc bien le travail d'équipes largement ouvertes aux différents points de vue (cf. le Conseil National de la Résistance), tenues de rendre compte en permanence et fréquemment renouvelées, qui permet de prendre en compte de la meilleure façon les aspirations des citoyens commanditaires. Il faut donc pour cela organiser la participation citoyenne continue, au moins pour contrôler le travail des personnes désignées dans ces groupes opérationnels.

La cause faiblit ou disparaît avec l'icône

Un autre inconvénient de cette idéologie de «l'incarnation» est qu'elle finit par affaiblir les causes qui lui ont été rattachées, lorsque «l'icône» porteuse est écartée ou disparaît, puisqu'elle a porté seule l'espoir de la mise en œuvre du projet. Ainsi peut-on multiplier

les exemples des causes qui reculent depuis que leurs porteurs et porteuses ont disparu et, surtout, les exemples de celles qui n'ont été défendues ensuite que par une mobilisation large et tenace de plus humbles acteurs. Comment ne pas admirer le combat porté par Simone Veil pour l'IVG et la liberté de choix des femmes ou celui de Robert Badinter contre la peine de mort et contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle? Pourtant, comment ne pas voir que, heureusement, tous ceux qui les ont alors accompagnés et suivis dans ces luttes, anonymes et discrets, ont prolongé, des années après leur décès, la lutte pour ce qu'on croyait acquis, mais qui est quotidiennement remis en cause avec acharnement par les forces réactionnaires? Et comment ne pas voir que c'est seulement l'intégration de ces progrès dans l'éducation, dans la culture et finalement dans les mentalités, lent travail assidu des plus modestes, depuis les parents jusqu'aux enseignants, en passant par les médias et les artistes qui assurera la pérennité de ces avancées sociales? Mais il faut aussi reconnaître que certaines revendications, même si elles ont été portées par des personnalités en vue, ont perdu de leur puissance parce que la mobilisation en leur faveur s'est relâchée et que les conservateurs en ont profité pour contourner ou contrer ces aspirations légitimes.

Conclusion

Ce ne sont plus les partis politiques qui font aujourd'hui évoluer la société, puisque l'essentiel de leur activité consiste à mobiliser des «militants» (mot de la même racine que «militaires» - ils sont voulus «bons soldats» - ce n'est pas un hasard si le nouveau Premier Ministre se qualifie lui-même de «moine-soldat») pour servir les ambitions personnelles de leurs dirigeants ou la recherche de puissance, puis d'hégémonie de leur organisation. Ce sont les mobilisations citoyennes qui ont fait avancer des causes nouvelles, parfois discrètement par des initiatives locales, parfois par des actions intersyndicales ou des mouvements populaires. C'est le signe d'une évolution des mentalités qui doit être prise en compte par les organisations partisans ou non, contre cette dérive vers une «monarchie républicaine» qui s'appuie sur une «aristocratie technocratique, économique et politique». Le peuple ne trouvera plus son salut dans la confiance aveugle en un «sauveur», ni même un «sauveur qui veut nous sauver des sauveurs», qu'on élira pour 5 ans d'abstinence démocratique, mais dans sa propre implication dans la construction du projet de société qui lui assurera un avenir plus heureux et dans le contrôle plus constant de la conduite des affaires du pays et de ceux qui s'en chargent.

Cela passe notamment par une nouvelle inversion du calendrier électoral, qui fasse passer le projet de mandature législative devant la nomination à la Présidence, par le retour à un exercice plus discret de la fonction présidentielle qui ne sera plus de gouverner *, puis par une réforme de nos institutions qui assure une meilleure représentativité politique et sociale de la population à l'Assemblée Nationale et au Sénat et surtout une plus grande participation citoyenne à tous les échelons de la vie politique.

Denis Louvriot

**C'est entre autres pour atteindre cet objectif au plus tard en 2027 que le «Manifeste pour la Coopération en politique» a tenté de donner des pistes de réflexion et d'action. Il est encore possible de se le procurer en version numérique sur le site de l'Archipel de l'Ecologie et des Solidarités (<https://archipel-ecologie-et-solidarites.fr>).*